

Interpellation présentée par le député:

M. Pierre Kunz

Date de dépôt: 2 décembre 2004

Messagerie

Interpellation urgente écrite **Politique salariale de l'Etat, un tabou ?**

Cette interpellation s'adresse à Madame Martine Brunshawig Graf, cheffe du Département des finances.

Madame la Présidente,

Dans son édition du 25 novembre dernier le journal « Le Temps » a publié un article intitulé « Tout savoir sur les salaires des fonctionnaires romands ? Le rapport existe mais il est secret. » Après avoir pris connaissance de ce texte, qui met en évidence la participation de l'administration publique genevoise à une enquête comparative de grande ampleur entreprise dès 2002, j'apprécierais d'obtenir réponse aux interrogations suivantes :

1. La Conférence des chefs du personnel des cantons latins a-t-elle effectivement mandaté pour cinq ans l'entreprise Corporate Consulting & Technology (CC&T)?
2. Quel est l'intitulé exact du mandat confié à CC&T ?
3. Quels objectifs précis la Conférence et en particulier le Conseil d'Etat genevois se sont-ils fixés en lançant et en finançant cette enquête ?
4. Le Conseil d'Etat a-t-il déjà pu tirer des conclusions et des décisions sur la base des renseignements obtenus par lui jusqu'à ce jour dans le cadre de cette enquête ?

5. Pourquoi la Commission de contrôle de gestion n'a-t-elle pas été informée de la démarche entreprise ?
6. Le Conseil d'Etat est-il disposé à fournir à la Commission de contrôle de gestion des informations plus détaillées que les réponses succinctes qui lui sont demandées ici ?

Merci d'avance, Madame la Présidente, pour votre coopération et pour la disponibilité de vos services.